

L'Europe des industriels n'est pas en panne

Dans un [article paru le 24 mars](#), le [Corporate Europe Observatory \(CEO\)](#) [1] examine la proposition de nouvelle stratégie décennale de l'Union européenne, Europe 2020, présentée aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet européen du 25 et 26 mars 2010.

Le verdict est sans appel : la Commission remet une fois de plus une copie sur mesure pour les grands groupes européens. « Big business as usual ». La stratégie Europe 2020 reprend en effet les grandes lignes de la « Vision 2025 » de la Table Ronde des Industriels - le club des grands patrons européens, créé sur l'initiative de [l'ancien commissaire européen Etienne Davignon](#) [2]. Les Dessous de Bruxelles reviennent sur cette stratégie qui promet des lendemains qui chantent.

Mars 2010

Vous avez aimé la Stratégie de Lisbonne, et son ambition de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde d'ici à 2010 » - qui impliquait entre autres de « réduire le pouvoir de l'Etat et du secteur public en général à travers la privatisation et la dérégulation [3] » ?

Vous n'allez pas être déçus par la nouvelle stratégie « Europe 2020 », bientôt mise en musique par la Commission Barroso sur une partition de la [Table Ronde des Industriels européens \(ERT\)](#). Pour s'en persuader, un petit retour en arrière s'impose.

A la fin de l'année 2009 la Commission avait décidé de ne pas ménager ses efforts afin de donner (pour une fois) un lustre démocratique à sa nouvelle stratégie décennale, en organisant une « consultation » ouverte à la société civile européenne. Les « parties prenantes » se voyaient accorder quelques semaines pour se prononcer sur le programme à venir pour les dix prochaines années. Chacun envoie ses petites doléances, bref : les joies de la « participation ».

Mais le voile démocratique n'a pas fait illusion très longtemps. En fait, dans son compte-rendu de la consultation, la Commission s'assoit délicatement mais fermement sur les critiques portant sur le contenu social de la stratégie en expliquant que « les parties prenantes à vocation sociale sont dans une large mesure en accord avec les priorités identifiées ». Cette interprétation... disons légèrement *fantaisiste*, n'a pas manqué d'entraîner une avalanche de protestations de la part des nombreuses organisations qui avaient fait part de leur point de vue critique, pas vraiment contentes d'être prises de la sorte pour des buses [4].

Même la Confédération Européenne des Syndicats, qui n'est pas vraiment réputée pour sa critique radicale des politiques européennes, semble perdre patience. Ainsi John Monks, le secrétaire général de la CES, est franchement colère : « Cet exercice 2020 est décevant, il n'est pas à la hauteur. Il est urgent que l'UE et le monde comprennent ce qui a causé la crise afin d'éviter que l'histoire ne se répète. [5] »

Il énumère les questions qui ne sont pas abordées par la nouvelle stratégie de la Commission : « comment enrayer le chômage des jeunes ; comment mettre en place une fiscalité qui déjoue les tendances court-termistes des marchés et de la spéculation au bénéfice du long-terme et de l'économie réelle ; comment dégager des financements publics, via une taxe sur les transactions financières, ou les Eurobonds ». Avant d'ajouter : « La Commission ne peut pas se contenter de faire comme si de rien n'était (NDT : "business as usual") en prolongeant la stratégie de Lisbonne. »

Pourtant, on ne peut pas reprocher à la Commission ses efforts pour mettre de la pommade. Le contenu de la nouvelle stratégie est un trésor d'euphémisme. Il s'agit de mettre en place une « société intelligente », de chercher la « croissance verte » et déployer une « régulation intelligente », qui ne manquera pas d'être « respectueuse des affaires » (« business friendly »). Mais derrière ce vernis qui porte sans aucun doute la marque des meilleures manufactures de relations publiques européennes, les propositions collent parfaitement avec les demandes de la Table Ronde des Industriels européens, rassemblées dans le rapport « Vision 2025 », comme le montre le CEO dans son article [6].

La Commission et l'ERT misent sur la « croissance intelligente et verte ». On ne parle plus de recherche, mais d'« innovation », qui a l'avantage de fleurir bon les euros - la « recherche » étant peut-être un terme sonnante un peu trop vieille école (surtout quand on lui adjoint l'adjectif « publique »). Concrètement, il s'agit de « réduire le fossé entre marché et science », « des liens renforcés entre secteur public et privé dans l'éducation ».

D'une manière générale, pour approfondir (encore) le marché intérieur, Europe 2020 invite les gouvernements à favoriser les partenariats publics privés pour la gestion des services publics, et les fusions entre les entreprises publiques et privées. Le Baron Janssen, PDG de Solvay et membre de l'ERT, était moins délicat lorsqu'il évoquait la nécessité de « réduire le pouvoir de l'Etat et du secteur public en général à travers la privatisation et la dérégulation [7] »

S'agissant d'environnement, le message est le suivant : lutter contre l'effet de serre, c'est bien, mais faire rentrer des euros, c'est mieux. La Commission prend clairement position contre une régulation contraignante des industries polluantes en expliquant que le développement des technologies vertes (qui pourront être facilement refourguées aux pays en développement dans les prochaines années) devrait suffire pour faire face aux enjeux climatiques.

La Commission et l'ERT souhaitent voir les Etats membres se lancer dans la lutte contre la pauvreté, en déclarant la guerre aux



protections des salariés « privilégiés » (qui « rigidifient » le marché de l'emploi) afin de permettre à ceux qui sont au chômage d'avoir accès à un emploi (sous-entendu, sous-payé et surexploité... mais qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour un job).

Ce programme qui répond au doux nom de « flexicurité », devrait s'accompagner de réformes des systèmes de sécurité sociale, pour une meilleure balance entre « cohésion » et « soutenabilité financière ». L'objectif : la « responsabilité de chacun sur les coûts de la santé », c'est-à-dire à terme un fonctionnement commercial, supposé sauver la sécurité sociale de ses usagers irresponsables, patients dépensiers, chômeurs indigents, médecins complices, qui creusent les déficits et grèvent la sacro-sainte compétitivité européenne.

La Commission montre combien elle a sur tirer les enseignements de la crise, en reconduisant presque à l'identique une stratégie qui plaçait le marché, la croissance et la compétitivité comme leitmotivs de l'action publique européenne, et visait à réduire à tout prix le périmètre du secteur public. A ce titre, le pacte de stabilité renforcé du sommet du 25 mars. De nouveaux moyens seront mis en place pour faire respecter de manière contraignante le corset imposé aux budgets publics, tout en expliquant par ailleurs que « la fiscalité doit rester favorable à la croissance » (« growth friendly »). Une traduction possible : pas d'impôt supplémentaire sur les revenus des entreprises.

Le souhait de la Commission de se voir accorder des pouvoirs supplémentaires en matière de contrôle des Etats membres, soutenu par les grands groupes industriels, est un élément important de la nouvelle stratégie. Comme expliquait l'ineffable Baron Janssen au sujet de la stratégie de Lisbonne, il s'agirait de « transférer de nombreuses prérogatives étatiques vers une structure plus moderne et internationale au niveau européen [8] ».

Le sommet européen ne lui aura pas donné entière satisfaction : Ce sera le Conseil européen (instance intergouvernementale) qui sera en charge d'évaluer les progrès des Etats membres - notamment en termes de rigueur budgétaires - et de taper sur les doigts des mauvais élèves.

Le CEO termine sa revue de la nouvelle stratégie européenne en envoyant une bouteille à la mer : « Le processus et le résultat de la discussion sur la stratégie 2020 devrait montrer la nécessité d'un réveil d'un large éventail d'organisations de la société civile, syndicats, organisations environnementales, mouvements civiques de toutes sortes afin d'être mieux à même de contrer cette stratégie, et mettre un terme à l'arrogance et l'impunité avec lesquels les grands groupes arrivent à dicter leurs priorités à l'Union Européenne. »

Et de conclure : « Cela demandera plus d'efforts que de répondre à une consultation de la Commission. Le travail à réaliser devrait consister à pousser le débat - et le combat - dans la sphère publique. »

Chiche ?

Julie Morange

[1] Le CEO est un groupe de chercheurs basés à Bruxelles, qui étudie le lobbying industriel dans l'Union européenne : <http://www.corporateeurope.org/>

[2] La proposition de la Commission : <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMP...>
La proposition de l'ERT "2025 Vision" : <http://www.ert.be/DOC/09117.pdf>)

[3] Archives : Corporate Europe Observatory ; "ERT Moves to Next Phase in Europe's Double Revolution ?" <http://archive.corporateeurope.org/...>

[4] "NGO's defy Commission on EU 2020 Agenda", Euractiv, 5. February, <http://www.euractiv.com/en/prioriti...> Protestations des plateformes sociales : MHE, EAPN and COSACE : [http://www.socialplatform.org/News....](http://www.socialplatform.org/News...)

[5] Repris par le CEO dans l'article cité précédemment : <http://www.corporateeurope.org/lobb...>

[6] Europe 2020 strategy, Big Business as Usual : <http://www.corporateeurope.org/lobb...>

[7] Archives : Corporate Europe Observatory ; "ERT Moves to Next Phase in Europe's Double Revolution ?" <http://archive.corporateeurope.org/...>

[8] "From Lisbon to Stockholm", <http://archive.corporateeurope.org/...>)

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).
Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>